

OMC : la réunion du G4 échoue

Les représentants du commerce indien, brésilien, européen et américain se sont réunis du 19 au 21 juin à Postdam, en Allemagne, dans le cadre des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Un accord au sein de ce groupe, appelé G4, était jugé primordial pour parvenir à conclure le cycle de Doha lancé en 2001 au Qatar. La rencontre n'a cependant pas réussi à faire converger les points de vue. Dès le 21 juin, alors que la fin de la réunion était prévue le 23, l'Inde et le Brésil ont décidé de stopper les discussions jugeant que les propositions de l'Union européenne et des Etats-Unis étaient insuffisantes sur le dossier agricole. Pour Celso Amorim, ministre brésilien des affaires étrangères, « il était inutile de poursuivre les négociations compte tenu de ce qui est sur la table ». L'Union européenne et les Etats-Unis ont, quant à eux, dénoncé l'attitude des pays émergents qui n'ont « pas avancé d'un iota par rapport à notre point de départ il y a deux ans » selon Mikes Johanns, secrétaire américain à l'agriculture. Les pays industrialisés souhaitent en particulier des avancées sur l'ouverture des marchés des biens industriels. Selon M. Amorim, ils auraient exigé que les droits de douane sur ces produits soient diminués de 58% en moyenne, une proposition que les ministres indien et brésilien ont jugée inacceptable.

Les perspectives sur les conclusions du cycle de Doha restent très incertaines. Celso Amorim estime que la réunion de Postdam est « un peu un Cancun, deuxième acte » avec des « pays développés [qui] se sont trouvés un niveau de confort pour eux-mêmes ». Cependant, à la différence de la conférence de Cancun, le front des pays en développement est apparu moins uni : les pays du G90 (les Pays les moins avancés, l'Union africaine et les pays ACP) commencent à reprocher au Brésil et à l'Inde de ne pas suffisamment porter leurs revendications et contestent le processus de négociation peu transparent du G4.

Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, considère que « les convergences des positions des membres du G4 auraient aidé à ouvrir la voie à un rapprochement sur le plan multilatéral ». Il espère l'obtention d'un consensus à Genève entre les 150 pays de l'organisation sur la base de négociations en groupes de travail.

Forum économique mondial : Kofi Annan plaide pour une « révolution verte » africaine

Le Cap, en Afrique du Sud, a accueilli, du 13 au 15 juin, le 17^e Forum économique mondial (WEF) qui a réuni 400 représentants de 42 pays sur la question du développement économique africain. Ce forum, également appelé « Davos Africain », a souligné les bonnes performances de la croissance africaine : 5,5% en 2006 et un taux prévu de 6,2% en 2007. Les économistes du WEF ont néanmoins rappelé, dans un rapport commandité à cette occasion en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, que ces résultats « reste(nt) inférieur(s) aux 7% de croissance annuelle nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par l'ONU pour réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 ». Ils signalent également que « malheureusement, alors qu'il y a eu des améliorations, le problème est que le reste du monde avance plus vite ».

Au cours du WEF, Kofi Annan a pris la tête d'une organisation appelée « Alliance pour une révolution verte africaine (AGRA) » qui a pour but d'augmenter la compétitivité de l'agriculture africaine. Appuyée par la Fondation Bill Gates et la Fondation Rockefeller, AGRA est composée de dirigeants, d'hommes d'affaires, d'agriculteurs et de chercheurs pour la plupart africains. Lors de son allocution, M. Annan a déclaré « qu'il est clair que nous ne pouvons extirper nos peuples et nos pays de la pauvreté sans une base agricole ». AGRA a pour projet de travailler sur l'amélioration des semences, l'approvisionnement en engrais, les systèmes d'irrigation et la formation agricole afin de créer les conditions d'une « révolution verte » à l'image de celle vécue dans le passé par l'Asie et l'Amérique du Sud.

Deuxième Forum européen sur le développement rural

Après une première édition à Montpellier, en France, Berlin a accueilli du 18 au 21 juin le second Forum européen sur le développement rural durable. Cette rencontre, organisée par la Commission européenne, la présidence allemande de l'Union européenne et par la plateforme des donateurs pour le développement rural, a mené une réflexion autour de cinq thèmes¹ sur l'amélioration de l'attribution des ressources européennes consacrées au développement rural. A cette occasion, une cinquantaine d'ONG ont publié une déclaration critiquant particulièrement le projet de « révolution verte » mis en avant pour l'Afrique négligeant, selon elles, « l'expertise des cultivateurs ».

¹ Les moyens d'existence des familles rurales en Afrique face à la mondialisation, les questions environnementales dans le développement rural, les réformes économiques et politiques nécessaires pour promouvoir le développement rural en Afrique, l'intégration régionale africaine et ses conséquences sur le développement rural, l'efficacité, l'harmonisation et l'alignement de l'aide sur les politiques des partenaires.